



# Interaction

Volume 26, No. 4 Mai 2024



Yves Durocher

## Un message du Président de la FEO

### Chères collègues, chers collègues,

Lorsque j'ai prononcé mon allocution devant le Conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario à la mi-avril, j'ai profité de l'occasion pour souligner ce que je crois être un courant sous-jacent menaçant dans le domaine de l'éducation à travers notre province. Alors que j'entame mon huitième mois en tant que président de la FEO, et qu'il me reste qu'une vingtaine de semaines avant de retourner en classe en septembre, je peux affirmer en toute confiance que j'ai eu des centaines d'interactions avec des membres de la FEO, des membres retraités, des chefs d'organismes, des personnes à la direction et d'autres en politique. Toutes ces rencontres me font clairement comprendre que l'éducation ne va pas dans la bonne direction chez nous.

Je suis sûr que cette déclaration n'est pas surprenante puisque Naomi Klein a constaté, dans son ouvrage *La Doctrine du choc*, qu'un gouvernement idéologique (comme les conservateurs en Ontario) utilisera une crise comme la pandémie de COVID-19 pour adopter des politiques qui exacerbent systématiquement l'inégalité, augmentent la concentration du capital, et nuisent davantage aux communautés marginalisées. Le gouvernement Ford et le ministre de l'Éducation semblent suivre le scénario du "capitalisme du désastre" pour affaiblir l'éducation financée par les fonds publics. Ils considèrent les dépenses en éducation comme un drain sur les fonds publics, sans tenir compte des avantages économiques qu'elles apportent.

Considérons, par exemple, que le Conference Board du Canada a constaté que chaque dollar investi dans l'éducation rapporte 1,30 dollar à la société. Pour les partisans et les partisans d'une économie de marché sans protection sociale, chaque dollar dépensé est un dollar perdu.

Le penchant de ce gouvernement pour l'enseignement virtuel, les cours en ligne, le financement du tutorat à but lucratif et le soutien aux écoles privées et aux modules d'apprentissage sapent l'éducation financée par les fonds publics. Malgré les déclarations d'augmentation historique des investissements, des sources indépendantes telles que Statistique Canada et le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario prévoient un manque à gagner de 2 milliards de dollars dans le financement de l'éducation d'ici trois ans. Je pense que c'est ça qui est plutôt historique. On a qu'à consulter le budget provincial pour se rendre compte que nous luttons pour la survie du système de l'éducation de la province.

C'est pourquoi, en tant qu'enseignantes et enseignants, nous ne pouvons pas lâcher. C'est pourquoi nous devons faire pression sur nos partenaires, en particulier nos associations d'employeurs, pour que ces groupes se joignent à nous dans cette lutte pour défendre le système scolaire de l'Ontario. C'est pourquoi nous devons parler à nos collègues, à nos familles et à notre voisinage pour qu'ils comprennent que le statu quo ne fera qu'exacerber les problèmes économiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés.

C'est ce que les membres de la FEO ont toujours fait, et c'est ce que nous avons l'intention de faire aujourd'hui, demain et à l'avenir.

Solidairement,

Yves Durocher